

n° 810

Hebdomadaire - 4 novembre 1982 - 8 F

D 810 AMÉRIQUE LATINE: L'INSTITUT SUR LA RELIGION
ET LA DÉMOCRATIE

Né à Washington en avril 1981, dans la mouvance de l'aile conservatrice du Parti démocrate, et dans les eaux de l'Eglise méthodiste divisée sur l'aide financière à des mouvements tiers-mondistes, d'Amérique latine en particulier, l'Institut sur la religion et la démocratie (IRD) est un nouvel organisme dont les incidences politico-religieuses sont à suivre. Pour comparaison, on pourra rapprocher son inspiration de celle du "Document de Santa Fé", charte actuelle du Parti républicain concernant l'Amérique latine (cf. DIAL D 757).

Oeuvre d'un homme, David Jessup, l'Institut sur la religion et la démocratie est devenu un sujet de préoccupation pour les responsables de l'Eglise méthodiste aux Etats-Unis. Ceux-ci ont demandé un rapport sur la question. C'est ce texte, intitulé "A report on The Institute on Religion and Democracy" et daté du 15 octobre 1981, qui est présenté ci-après. Nous en donnons de substantiels passages, avec l'aimable autorisation de "Education and Cultivation Division, General Board of Global Ministries, The United Methodist Church", des Etats-Unis.

Note DIAL

RAPPORT CONCERNANT
L'INSTITUT SUR LA RELIGION ET LA DÉMOCRATIE
préparé par
Eric Hochstein et Ronald O'Rourke

15 octobre 1981

Table des matières (* chapitre dont la traduction française est donnée ci-après)

- * Préface
Synopsis
- * Chapitre 1: Genèse de l'Institut
- * Chapitre 2: Organisation de l'Institut
Chapitre 3: Financement de l'Institut
Chapitre 4: Le Conseil consultatif des 30 membres et leurs liens
- * Chapitre 5: Activités de l'Institut
Annexes
Index des noms

Note DIAL: PRINCIPAUX SIGLES UTILISÉS

IRD:	Institute on Religion and Democracy ou Institut sur la religion et la Démocratie
UMC:	United Methodist Church ou Eglise méthodiste

PRÉFACE

Le présent rapport a été établi par Eric Hochstein avec l'aide de Ronald O'Rourke. Les auteurs ont mené leur recherche de juin à mi-septembre 1981.

Eric Hochstein est diplômé du Oberlin College et a, tout d'abord, été l'aide de deux représentants du Congrès: Frédéric Richmond et Andrew Maguire puis, plus récemment, du Sénateur Carl Levin. Il a été le coordinateur du "comité ad hoc" du Comité des droits de l'homme, qui regroupe des organismes concernés par les problèmes que soulèvent les droits de l'homme devant le Congrès américain. Ronald O'Rourke est diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Internationales de l'Université John Hopkins où il a été le compagnon d'études du chrétien A. Herter. Il a travaillé comme journaliste et comme permanent au Congrès dans le secteur de l'économie internationale, de la défense et des affaires étrangères. Les deux auteurs du rapport résident l'un et l'autre à Washington.

Le but de la recherche entreprise par les auteurs du rapport était uniquement de fournir quelques éléments d'information permettant de présenter l'INSTITUTE ON RELIGION AND DEMOCRACY (Institut sur la religion et la démocratie) et ceux qui le soutiennent mais, en aucune manière, de porter un jugement sur les mérites de la politique et des objectifs de l'Institut ni, enfin, de donner des suggestions quant à l'action à entreprendre pour répondre aux activités de l'Institut.

Les auteurs ont pu conduire leur recherche et élaborer ce rapport grâce aux fonds octroyés par le "General Board of Global Ministries", le "General Board of Church and Society of the United Methodist Church" et par le "United Church Board for Homeland Ministries of the United Church of Christ".

CHAPITRE I - GENÈSE DE L'INSTITUT

L'Institut sur la religion et la démocratie (IRD) a été créé en avril 1981 par un groupe de militants politiques de Washington, en liaison avec plusieurs leaders chrétiens conservateurs qui désapprouvaient certains des programmes d'action sociale des principales Eglises protestantes. L'institut a été fondé pour analyser ces programmes et faire obstacle à ceux que l'institut considérerait comme "contraires aux valeurs démocratiques" (1).

Le document de base sur lequel repose l'IRD est un rapport privé sur les programmes d'action sociale de l'Eglise méthodiste (UMC) élaboré et divulgué par David Jessup, de Silver Spring dans le Maryland. Le rapport de Jessup intitulé "Preliminary Enquiry Regarding Financial Contributions to Outside Political Groups of Board and Agencies of the United Methodist Church, 1977-1979" (Enquête préliminaire sur les fonds octroyés à des groupes politiques extérieurs par des comités et agences de l'Eglise méthodiste, 1977-1979) a été envoyé à environ une centaine de délégués de l'Assemblée générale de l'UMC de 1980 avant son ouverture, en avril de cette même année.

L'accusation majeure de Jessup est qu'"une partie importante des dons hebdomadaires des pratiquants méthodistes sont détournés (sic) vers des groupes soutenant l'Organisation de libération de la Palestine (OLP);

(1) Brochure de l'IRD: "Religion and Politics: Is there a problem in your denomination?" Une photocopie en réduction de ce texte est donnée en Annexe A du présent document.

"les gouvernements de Cuba et du Vietnam, les gouvernements totalitaires "pro-soviétiques d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique et plusieurs groupes marginaux enclins à la violence dans notre pays. (...) Le problème "fondamental qui se pose est de savoir quel est le sens de cette activité "politique et si les membres ont quelque chose à dire au moment de l'affectation des fonds"(2).

Le rapport demandait également la création d'un Comité de comptabilité pour contrôler la répartition des fonds de l'UMC entre ces divers programmes d'action sociale; une résolution allant en ce sens était jointe au rapport. Cette proposition a été rejetée par l'Assemblée générale de 1980; malgré tout, une mesure de substitution était adoptée permettant un plus grand accès aux données concernant les dépenses des comités et agences de l'Eglise méthodiste (3).

Toutefois, le rapport a réussi à alimenter et à porter devant le grand public la controverse se faisant jour dans les rangs de l'Eglise méthodiste sur l'affectation des fonds de l'action sociale de l'UMC. Dans une réponse publique diffusée par l'agence de communication de l'Eglise et envoyée à tous les pasteurs de la confession, les leaders de l'UMC faisaient mention de déclarations erronées et de fausses informations données dans ce rapport(4) D'autres personnalités du comité de l'Eglise méthodiste ont traité le rapport de superficiel et de "défectueux" et ses conclusions de "sans importance" (5).

Parmi ceux qui soutiennent les conclusions du rapport figurent les leaders du mouvement "Good News" ("Bonne Nouvelle"), comité conservateur à orientation évangélique de la confession ayant porté des accusations similaires à celles de Jessup contre les leaders de l'UMC pendant de nombreuses années. Le rapport a encore élargi le fossé creusé entre la direction centrale de l'UMC et le mouvement "Good News" dont trois leaders sont actuellement les figures de proue du conseil consultatif de l'IRD composé de trente membres.

La divulgation du rapport a fait également de Jessup un favori du mouvement "Good News". Dans son édition de septembre/octobre 1980, le périodique Good News a publié un résumé de son rapport et l'a accompagné d'une interview accordé par Jessup. L'article "Comment les dollars des méthodistes

(2) David Jessup, "Preliminary Inquiry Regarding Financial Contribution to Outside Political Groups by Boards and Agencies of the United Methodist Church, 1976-1979", 7 avril 1980 - page 1. Aucun commentaire n'est ajouté.

(3) Daily Christian Advocate, 21 avril 1980, page 745. Cette résolution a été présentée par Harry Underwood, délégué à la conférence pour le Marvin Memorial United Methodist Church de Silver Spring - Maryland - dont Jessup est membre depuis janvier 1980. Jessup a demandé que la résolution soit présentée par Underwood.

(4) Lettre ouverte de l'évêque Roy C. Nichols, président du conseil des évêques, président de la Division mondiale, Board of Global Ministries de l'Eglise méthodiste, en date du 3 octobre 1980, publiée dans The Use of Money in Mission - an Opportunity for Understanding, Dayton, communications de l'Eglise méthodiste, 17 octobre 1980, page 6.

(5) UM Official Say Research Flawed, The United Methodist Reporter, 25 septembre 1980, page 8.

vont aux causes marxistes" a fait les louanges du rapport de Jessup en disant qu'il était "un document de recherche tout à fait étonnant" (6). Edmund Robb, l'un des leaders du mouvement "Good News" qui fait partie maintenant du conseil consultatif de l'Institut sur la religion et la démocratie, a publié un document de même teneur dans Challenge, le périodique de la "Ed Robb Evangelistic Association" (7).

Jessup prétend qu'il a écrit ce rapport avec pour seule motivation l'intérêt personnel qu'il porte à la question en sa qualité de simple laïc de l'Eglise méthodiste. L'histoire de l'appartenance de Jessup à l'Eglise méthodiste et la chronologie de sa recherche suggèrent que cela n'est peut-être pas l'unique raison.

Jessup est entré dans la "Marvin Memorial United Methodist Church" de Silver Spring le dimanche 6 janvier 1980. Ni lui ni sa femme Linda n'avaient été membres de l'UMC avant cette date bien qu'ils aient été proches de la congrégation et se soient rendus fréquemment aux offices de "Marvin" après leur déménagement dans la région de Washington vers le milieu de l'année 1970.

Au printemps 1980, le pasteur de "Marvin Memorial", Roger Elgert, a invité les Jessup à assister aux cours pour adultes, cours nécessaires aux personnes qui veulent devenir membres de la "Marvin Memorial". La femme de Jessup a suivi quelques-uns de ces cours; Jessup aucun. Linda a expliqué alors que son mari travaillait tard ou s'absentait de la ville et ne pouvait de ce fait suivre ces cours (8).

Elgert avait été nommé à ce poste en juin 1979 et n'était donc pas au courant qu'en mai de cette même année, Jessup avait écrit au bureau de Washington de l'Assemblée "Board of Church and Society" de l'Eglise méthodiste et au Département des femmes méthodistes à New York. Dans sa lettre, il demandait des précisions sur "certaines accusations selon lesquelles les divers comités et agences de l'UMC finançaient ou soutenaient un grand nombre d'organisations et d'associations extérieures poursuivant des objectifs étrangers aux idéaux de la plupart des pratiquants" (9).

Dans sa lettre au Département des femmes, Jessup déclarait que sa femme et lui faisaient partie depuis peu d'un groupe de réflexion sur l'action sociale méthodiste de la paroisse de "Marvin Memorial". Jessup ne prétendait pas être membre de cette Eglise mais disait qu'il la soutenait. Le "Board of Church and Society" a répondu à cette demande en fournissant une liste des groupes avec lesquels il entretenait des rapports (10).

(6) David Jessup et Cindy Vettters: "Comment les dollars des méthodistes vont aux causes marxistes" - Good News - Septembre/Octobre 1980, pages 26-39.

(7) David et Linda Jessup: "Le couple a demandé pourquoi" Challenge - Hiver 1980-1981. Le rapport de Jessup a également été présenté dans l'édition du 7 juin 1980 du Human Events, un hebdomadaire conservateur, sous le titre: "La documentation d'un libéral: Comment les méthodistes financent l'extrême-gauche".

(8) Ces renseignements sur l'assistance des Jessup aux offices de "Marvin Memorial" avant leur intégration et sur leurs activités ont été obtenus par des conversations téléphoniques avec le pasteur Elgert, les 8 et 23 septembre 1981.

(9) Lettre de David et Linda Jessup à Joyce Sohl, trésorière du Département des femmes, en date du 22 mai 1979.

(10) Lettre de Carolyn McIntyre, secrétaire général adjoint du "Board of Church and Society", à David Jessup, en date du 21/5/79.

Les Jessup ne se sont plus manifesté jusqu'en février 1980, date à laquelle ils ont écrit aux différents services de l'Eglise méthodiste, y compris au bureau de l'UMC pour les Nations-Unies, pour demander les mêmes renseignements (11). D'après le rapport le Département des femmes, le Département mondial, le Département national et le comité "Committee on Relief of the Board of Global Ministries" ont répondu en fournissant une liste des organismes recevant une aide financière, en complément de la liste des organisations que lui avait remise auparavant le "Board of Church and Society".

Jessup acheva son rapport moins de deux mois après avoir reçu ces listes, juste à temps pour l'assemblée générale de 1980. Dans ce laps de temps, Jessup a été capable, pour un commentaire spécial, de relever parmi plus de cent cinquante groupes le nom de douze organisations qui avaient reçu des fonds; et d'élaborer son rapport avec mention de 44 sources précisées dans 48 notes (12). Il faut aussi relever que, durant toute cette période, Jessup a continué à travailler à plein temps pour le comité de l'AFL-CIO sur l'éducation politique.

Qu'a fait Jessup entre mai ¹⁹⁷⁹ et février 1980? A-t-il abandonné ses recherches pendant plusieurs mois pour les reprendre ensuite, encouragé par d'autres qui souhaitaient utiliser son rapport comme un tremplin pour leurs activités politiques lors de l'assemblée générale de l'UMC? S'il en est ainsi, est-ce que ces personnes l'ont aidé dans l'élaboration de son rapport qui représentait une lourde tâche pour quelqu'un travaillant à plein temps? Et, enfin, Jessup ou les autres avaient-ils déjà présente à l'esprit, en écrivant ce rapport, l'idée d'une organisation qui aurait les perspectives de l'IRD? Seuls, Jessup et les personnes concernées à l'époque, possèdent la réponse à cette question. Il est cependant important de noter que Jessup, membre de l'Eglise méthodiste depuis seulement quatre mois, assistant à sa première assemblée générale à titre privé et non comme délégué, a été capable de capter rapidement un fort courant d'opinion en faveur de mesures telles que sa résolution sur la comptabilité, ce qui ne peut s'expliquer que par l'envoi de son rapport et de sa résolution à une centaine de membres avant l'ouverture de l'Assemblée générale (13).

(11) Lettre de David Jessup à Robert McClean, Bureau des méthodistes pour les Nations-Unies, du 6 février 1980. Le texte de cette lettre est identique à celle que Jessup a envoyée à Joyce Sohl.

(12) Jessup - Preliminary Inquiry p. 11,12,19,20,24 et annexe. Huit de ces sources sont extraites du Information Digest, journal privé donnant sous forme de lettre des informations sur les activités des groupes radicaux et libéraux, entre autres choses. Selon le Nuclear Power and Surveillance, rapport publié en janvier 1981 par le Centre des études pour la sécurité nationale, Information Digest est publié par John et Louise Rees. Louise Rees est employée par Rep. Larry McDonald, membre conservateur du Congrès. John Rees avait édité au préalable le National Layman's Digest, publié par The Church League of America qui avait dressé une liste noire des radicaux et prétendait détenir "les dossiers les plus importants et les plus complets sur les activités subversives, en dehors de ceux du FBI".

(13) Parmi ceux qui ont soutenu la résolution sur la comptabilité et se sont prononcés en faveur de l'établissement d'un mécanisme de contrôle des fonds alloués par l'UMC à des organisations extérieures, figuraient des membres du "Steeple People", une association qui recouvre en partie celle du mouvement "Good News".

L'Institut sur la religion et la démocratie déclare que le rapport de Jessup, en provoquant le regroupement de chefs religieux, d'intellectuels et de militants politiques, a été le catalyseur ayant donné naissance à l'IRD. Il n'est pas évident que la création de l'Institut faisait partie d'une stratégie conçue avant la publication du rapport, ainsi que permettrait de l'envisager l'étroitesse des rapports personnels et professionnels entre plusieurs membres du conseil consultatif de l'Institut. Ces rapports sont mis en évidence dans le chapitre 4 de ce rapport. Avec les chapitres 2 et 3 relatifs à l'organisation et au financement de l'IRD, il permet de comprendre la force de l'Institut, les buts qu'il poursuit et les méthodes qu'il est supposé utiliser. Le 5ème chapitre et la conclusion commentent les activités à venir de l'IRD et présentent celles qu'on lui connaît actuellement.

CHAPITRE II - ORGANISATION DE L' INSTITUT

L'Institut se présente lui-même comme un organisme indépendant; mais il est, actuellement, un "projet spécial" autonome de la "Coalition for a Democratic Majority (CDM)" dont les bureaux abritent le siège de l'IRD (14). Le fait que le CDM soit la cellule mère de l'Institut a une très grande importance pour comprendre la provenance des ressources et les objectifs politiques sous-jacents de l'IRD.

La "Coalition for a Democratic Majority" a été créée en décembre 1972 par les adeptes déçus des sénateurs Hubert Humphrey, Edmund Muskie et Henri Jackson, afin d'empêcher la domination future du Parti démocrate par les nouveaux supporters politiques du sénateur George McGovern qui avait conduit le parti à une défaite désastreuse lors des élections présidentielles un mois auparavant. Selon les propres paroles de Ben Wattenberg, co-fondateur et président actuel du CDM, co-auteur du livre: The Real Majority et ancien aide du sénateur Jackson, le CDM a été créé pour servir de plateforme aux démocrates "qui rejettent très vivement la politique de la nouvelle gauche". La majorité des fonds de création du CDM ont été octroyés par le mouvement ouvrier; les fonds originaux proviennent du comité de l'AFL-CIO sur l'éducation politique pour lequel travaille actuellement Jessup (15).

Actuellement, le CDM est l'un des organismes néo-conservateurs leaders du pays. Ses co-présidents honoraires sont les sénateurs Jackson et Daniel Patrick Moynihan, l'un et l'autre orateurs très en vue du parti néo-conservateur démocratique. Les liens de la coalition avec le Parti démocrate, le Parti ouvrier et Washington ont toujours été très visibles dans les cercles officiels de Washington. Son profil s'est dessiné encore davantage lorsqu'un certain nombre de ses membres ont pris position dans l'Administration Reagan, parmi lesquels Jeane Kirkpatrick, ancien professeur à l'Université de Georgetown et membre fondateur du CDM dont elle est l'un des conseillers. Kirkpatrick est actuellement ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations-Unies.

Le deuxième projet spécial du CDM est la création de la "Foundation for a Democratic Education", organisme exempté d'impôt dont le but est de soute-

(14) L'adresse est la suivante: 1835 K St., NW, Suite 600, Washington DC 20036.

(15) Facts on File, 10-16 décembre 1972, p. 996.

nir les activités du CDM. Pour le financement, l'IRD a décidé que les fonds qui lui seraient versés, seraient déposés sur un compte joint avec la "Foundation" et déclaré que l'IRD en était un "projet spécial" (16). Le fait que les comptes de l'Institut soient apparemment liés à ceux de la "Foundation" rend difficile le contrôle des sources et de l'emploi des fonds de l'Institut.

La troisième organisation qui loge dans les bureaux du CDM est "Citizen's Committee for Freedom in the Americas", fondée pour faire face à l'opposition organisée se faisant jour contre la politique de l'Administration Reagan envers El Salvador et qui souligne l'importance de la réforme sur les terres comme moyen d'empêcher tout changement social radical en Amérique centrale. Les membres de ce Comité comprennent des membres du Conseil de l'IRD: Ed Robb, de l'"Ed Robb Evangelistic Association" et du "Good News Movement"; Penn Kemble, qui est également le directeur exécutif du CDM et de la "Foundation for Democratic Education"; Constantine Menges, de "Hudson Institute" connu comme conservateur; et William C. Doherty Fr, directeur exécutif de l'"American Institute for Free Labor Development (AIFLD)", projet conjoint de l'AFL-CIO et de l'"U.S. Agency for International Development". AIFLD a réfuté certaines allégations selon lesquelles cette organisation avait le soutien de la CIA (17). Présentement, ce comité n'a encore rien entrepris si ce n'est une conférence de presse pour annoncer sa formation.

L'imbrication de l'IRD avec le CDM a trois conséquences principales: la première est que l'IRD pourra très vraisemblablement bénéficier des moyens de recherche et de l'organisation administrative du CDM et peut-être même de ses sources de financement par le canal de la "Foundation for a Democratic Education". La seconde est l'accent mis sur la position de pointe et la crédibilité de l'IRD et de ses supporters grâce à ses liens avec le CDM. Enfin, le travail de l'Institut reflètera en partie la tendance très anti-soviétique qui est celle de l'organisation en matière d'affaires étrangères.

Outre le conseil consultatif de l'Institut dont les trente membres sont énumérés dans l'Annexe A et les organisations permettant de les identifier sur la brochure et l'entête de l'IRD, il existe également un comité exécutif dont la composition n'est pas claire. Le bureau de l'Institut est dirigé par le fils de Ed Robb, James Robb; celui-ci est apparemment le seul membre du personnel de l'Institut travaillant actuellement à plein temps pour l'Institut.

(16) Brochure de l'IRD: Religion and Politics: Is there a problem in your denomination?

(17) L'allégation de liens entre la CIA et l'AIFLD remonte loin en arrière, au moins à 1969, et a été exposée en détail au cours d'un discours au Congrès, le 1er août de cette année-là. Lors de ce débat, organisé par le comité du Sénat sur les relations extérieures, le président du comité, J. William Fulbright, a posé de très longues questions au président de l'AFL-CIO, George Meany, sur l'AIFLD et a déclaré que "certaines activités menées à l'extérieur, financées tout d'abord par la CIA, ont maintenant été reprises en charge par l'AID par le biais du financement de l'AIFLD." Puis le débat a porté sur une série d'articles nouveaux évoquant les liens de l'AIFLD avec la CIA et publiés dans les éditions du 13 et du 14 avril 1969 du St. Louis Post-Dispatch. L'AID continue à financer très largement l'AIFLD; et les liens entre la CIA et l'AIFLD continuent également à être soulignés. Comme exemple d'une de ces allégations, il faut se reporter au Covert Action Information Bulletin, n° 12, du mois d'avril 1981, pages 6-9.

CHAPITRE 5 - ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Comme on peut le supposer, les activités de l'Institut reflètent, de manière générale, les préoccupations individuelles et les capacités des membres du conseil consultatif en matière de structure financière, d'organisation et de projection, en particulier les membres appartenant aux Démocrates sociaux ainsi que Peter Berger, Richard John Neuhaus, Michael Novak, Ed Robb, Ira Gallaway et, dans une certaine mesure, Virginia Law Shell. L'IRD poursuit trois buts, souvent imbriqués les uns dans les autres:

- 1) son existence et son renforcement;
- 2) le travail au sein des Eglises;
- 3) l'engagement dans les milieux politiques proprement dits.

1- Existence et renforcement. Naturellement, l'Institut continue à rechercher des fonds lui permettant de poursuivre ses activités. Outre la demande de fonds auprès de sociétés et de fondations, l'Institut recourt à la quête directe par courrier. Ce système lui permet non seulement de remplir les coffres de l'Institut mais aussi de donner à l'IRD une liste fort utile de soutiens auxquels faire appel à l'avenir pour obtenir de nouvelles ressources et peut-être pour se placer au coeur même des activités politiques. L'expérience de Jessup en informatique dans les tâches politiques sera certainement d'une très grande utilité à l'Institut pour atteindre ce but.

L'IRD essaie d'améliorer sa crédibilité en donnant une image modérée et centriste de lui-même et éventuellement en recrutant d'autres individus bien en vue pour son organisation.

2- Travail au sein des Eglises. Il n'y a aucun doute que l'Institut fera tout ce qu'il a dit être son but vis-à-vis des grandes Eglises: s'efforcer d'enrayer les flux d'argent vers des organismes auxquels l'IRD n'accorde pas son soutien et essayer de mettre en place, pour chaque confession, un système de contrôle et d'orientation des dépenses à venir.

Outre cet objectif évident, on peut aussi affirmer que les activités de l'IRD au sein des Eglises visent globalement à une décentralisation faisant table rase de l'autorité de l'Eglise. Un tel but n'est pas dénué d'intérêt tant pour les dirigeants de "Good News" que pour des hommes comme Berger, Neuhaus et Novak qui ont reproché ouvertement à l'Eglise nationale d'être élitiste dans ses structures et peu représentative par rapport à ses membres, donc peu sensible à eux.

Pour atteindre ces deux buts, l'Institut va probablement employer des moyens très variés parmi lesquels:

- a) La formation et l'organisation des pasteurs locaux. L'Institut a déjà fait parvenir une tonne de correspondance aux pasteurs locaux de l'Eglise méthodiste sur la situation en El Salvador (voir annexe C).
- b) La formation et l'organisation des paroissiens et des délégués aux assemblées. Selon toute vraisemblance, l'IRD va entreprendre une campagne mieux organisée en faveur de mesures comme la résolution sur la comptabilité des futurs rassemblements confessionnels. Robb et Neuhaus, membres du conseil de l'IRD, sont déjà bien au courant des moyens à employer pour influencer les déclarations de l'Eglise; ils mettront très certainement en oeuvre les moyens de l'Institut pour parvenir à ces fins. Il se peut également que Jessup soit intéressé à mettre ses capacités en matière d'organisation au service du travail dans les milieux d'Eglise. Parmi les actions qui pourraient être menées hors de l'Eglise et de façon continue il y a les discours, les séminaires, les conférences ainsi que la correspondance directe.

c) La continuité dans la recherche. Selon toute vraisemblance, l'IRD ira plus avant dans ses recherches sur ceux à qui vont les fonds d'action sociale de l'UMC; il entreprendra sans aucun doute des recherches similaires auprès des autres Eglises protestantes importantes ou y participera.

3- Dans les milieux séculiers. On peut s'attendre à ce que, en plus de son travail au sein de l'Eglise, l'IRD se fasse le véhicule des problèmes d'Eglise dans les milieux politiques de la nation, à Washington comme dans tout le pays. Au niveau national, l'IRD essaiera sans doute de sensibiliser davantage le public dans le sens de ses préoccupations, en créant pour cela de nouveaux groupes de même orientation et en sollicitant la participation d'organismes déjà existants et atteignant leur propre public, pour la réalisation de programmes destinés à mieux faire connaître les objectifs de l'Institut. Il se pourrait même que l'IRD prenne la tête d'un regroupement formel ou informel d'associations se sentant concernées d'une manière ou d'une autre par ces problèmes.

Au niveau local, l'Institut cherchera probablement à faire partager ses préoccupations à tous les leaders du pays. En utilisant des personnalités comme têtes d'affiche et en se servant de moyens tels que discours, conférences et émissions de télévision, l'Institut essaiera au maximum d'attirer l'attention sur lui et sur les problèmes qu'il soulève. Ses démarches dans les milieux politiques permettront à l'IRD d'accroître son image et sa crédibilité. L'Institut peut également fonder des sections locales comme l'a fait un membre du conseil de l'IRD, Alan Ettman.

Actuellement, les ressources de l'Institut sont quelque peu limitées; les membres du conseil consultatif devront prochainement choisir entre diverses activités potentielles. Au fur et à mesure de l'augmentation des ressources, les activités de l'Institut deviendront plus nombreuses et plus variées. Pour le moment, l'IRD a centré ses recherches sur l'Eglise méthodiste, l'une des principales Eglises protestantes et pour laquelle le rapport de Jessup constitue une bonne base de démarrage pour ses recherches. Cependant, nul doute que l'Institut étende son action au-delà de l'Eglise méthodiste (peut-être en s'appuyant sur les études existantes telles que celles d'Ernest Lefever sur le WCC, celle de Richard Neuhaus sur l'Eglise luthérienne, et l'ouvrage de Rael Jean Isaac et Erich Isaac). Pour l'heure, la portée restreinte des activités de l'IRD nuit aux efforts faits pour augmenter ses fonds et sa crédibilité.

Cinq projets

Les auteurs du présent rapport ont été mis au courant des cinq projets actuels dans lesquels l'IRD s'est lancé et qui ont fait l'objet de propositions. Il se peut qu'il y en ait d'autres.

1) El Salvador. Comme il a été dit précédemment, certains des membres du conseil de l'IRD - et particulièrement ceux qui adhèrent au SD/USA - sont intéressés et même mêlés à la situation d'El Salvador, pays où le gouvernement de la junte militaire essaie, avec le soutien des Etats-Unis, d'éviter une rébellion massive des Salvadoriens grâce à un programme de réforme agraire. Le 1er mai 1981, dans sa première déclaration publique, l'IRD s'en prenait au Conseil national des Eglises et aux différentes confessions religieuses en leur reprochant d'avoir pris la tête de mouvements pour l'arrêt de l'intervention américaine en El Salvador. Cette déclaration fut rendue publique deux jours avant la manifestation massive de l'Administration Reagan à l'égard de ce pays. La manifestation n'avait pas le soutien du Conseil national des Eglises ni non plus d'autres organisations

religieuses; elle avait été organisée par une coalition de cinq organisations, dont deux ont des liens avec le Conseil national, mais sans qu'aucune ne soit totalement sous sa coupe.

Si l'IRD a reproché au Conseil national des Eglises d'avoir organisé la manifestation, lors de la conférence de presse du 1er mai, il l'a fait en sachant pertinemment que ses déclarations étaient inexactes. Dans un mémoire présenté à la conférence de presse, Penn Kemble a donné des explications détaillées sur les groupes ayant apporté leur soutien à la manifestation, mais sans jamais faire mention du contrôle ou d'une quelconque influence du Conseil national sur les groupes organisateurs. Ce mémoire avait été présenté au conseil de l'IRD avant la conférence de presse du 1er mai; on peut donc supposer que le conseil en avait pris connaissance.

La conférence de presse avait été organisée conjointement par l'IRD et le "Citizen's Committee for Freedom in the Americas", lequel se présente lui-même comme un organisme en cours de formation. Le Comité et l'IRD ont annoncé le lancement d'une campagne contre l'engagement de l'Eglise en Amérique centrale; mais il n'est pas apparu clairement si cette campagne allait être menée par l'IRD, ou le Comité, ou les deux à la fois. Aucune évidence non plus sur l'identité des organisateurs. Il semble que les seuls membres du comité aient été Constantine Menges, William C. Doherty, Jr et Kemble, Robb et Schall, ces derniers membres de l'IRD. Dans le cadre de la campagne annoncée, on devait envoyer aux responsables religieux des milliers de lettres prônant la réforme agraire en El Salvador et protestant contre la campagne menée par le Conseil national des Eglises en opposition à l'engagement des Etats-Unis dans ce pays.

Apparemment la campagne a été lancée en août 1981. Les dirigeants de plusieurs confessions religieuses ont en effet reçu une lettre de quatre pages de Ed Robb, un compte rendu de sept pages sur "la situation en El Salvador", et un exemplaire de la "Déclaration de l'IRD sur la liberté et la démocratie en El Salvador". La lettre spécifiait que les informations du Conseil national sur El Salvador (70) "péchaient par leur insistance sur les choix moraux que soulève le conflit"; elle demandait aux destinataires de se ranger au point de vue de l'IRD et d'influer sur les décideurs de chacune des confessions religieuses pour qu'ils se rallient à cette politique. La lettre annonçait que les adhésions seraient rendues publiques afin de créer ainsi un mouvement en faveur d'une solution démocratique en El Salvador; la lettre précisait que l'IRD projetait d'envoyer une correspondance encore plus étendue sur le sujet (voir l'annexe C pour les éléments du 1er envoi).

2) Persécutions religieuses en Lithuanie. Lors de la réunion du Conseil de l'IRD du 5 juin 1981, le professeur Richard Krickus, du "Mary Washington College" de Frederickburg en Virginie, a reçu le soutien de l'Institut pour son projet de faire connaître au grand public la situation des catholiques romains en Union soviétique, en particulier ceux de Lithuanie. Selon Krickus, professeur en sciences politiques, et qui a écrit un certain nombre d'articles sur les catholiques en Lithuanie, l'Eglise catholique n'a pas été attentive à ce problème. Apparemment, l'Institut s'est montré favorable à ce projet et a décidé de soutenir les recherches annoncées.

(70) Le Conseil national n'a jamais transmis d'informations sur El Salvador aux congrégations. Son service de presse a fait paraître un communiqué annonçant la campagne que venaient d'entreprendre certains leaders.

3) Religion et démocratie à Cuba. En juin dernier, Jessup a fait passer une circulaire proposant le financement d'un projet de recherche sur "la façon dont le gouvernement cubain traite les organisations religieuses et la façon dont les institutions religieuses des Etats-Unis ont répondu". Dans sa proposition, Jessup suggérait la création par l'Institut d'un Comité sur la religion et la démocratie à Cuba, dont les membres seraient des réfugiés cubains. Son rôle serait de mettre en lumière la situation des croyants à Cuba; il consisterait aussi à demander aux organisations religieuses des Etats-Unis leur appui pour essayer de comprendre et résoudre ces problèmes. Le budget proposé par Jessup pour ce programme était de 4500 à 5500 \$, à raison de 1500 \$ par mois au chercheur Ramón Muestra pour commencer des interviews auprès des réfugiés et préparer un rapport initial. Le démarrage du travail était prévu en août.

4) Séminaire pour le Nord-Ouest. Une autre proposition étudiée par l'Institut est l'organisation d'un séminaire d'une journée pour les responsables religieux du Nord-Ouest, qui serait parrainé conjointement par l'IRD et le "World without War Council"; ce dernier serait chargé de la mise en oeuvre du projet. Ce séminaire a été proposé par le représentant permanent du WWWC, George Weigel, et devrait se tenir à Seattle University, une université jésuite. Les orateurs (parmi lesquels Weigel, Robb et Neuhaus, membres de l'IRD, Roy Prosterman, et le Président du WWWC, Robert Pickus) devraient axer leurs interventions sur des thèmes tels que "la valeur religieuse de la démocratie", "les droits de l'homme: principes et applications pour les Eglises", "l'Eglise et les affaires mondiales: normes pour l'engagement", "les Eglises et la course aux armements", "les Eglises et l'Amérique latine".

Dans sa proposition, Weigel suggérait que la rencontre soit financée de la manière suivante: 4500 \$ comme contribution de l'IRD; 3500 \$ de collecte de fonds auprès des particuliers; 3500 \$ de frais d'inscription pour l'ensemble des 300 participants; ce qui permettrait d'arriver à 12.000 \$, montant du budget, sans aucune participation financière du WWWC. Avant la réunion du 8 septembre 1981 du comité exécutif de l'IRD, Jessup avait émis des réserves sur la proposition et avait déclaré: "Il nous faut examiner les programmes et les interventions ainsi que le budget avant d'engager l'argent de l'IRD dans ce projet "

5) Le Comité pour une Eglise ouverte. Jessup a fait passer une circulaire proposant un "Comité de l'Eglise méthodiste pour une Eglise ouverte". La note de couverture de Jessup disait: "J'attends avec impatience vos commentaires sur le projet. Je pense que, dans la phase actuelle, il serait préférable de le tenir pour confidentiel". La résolution, jointe en annexe au présent rapport, stipulait que "lorsque des membres d'une Eglise sont en désaccord avec les politiques d'attribution de fonds à des fins politiques par les agences des Eglises nationales, leur seul recours est de prôner une politique de dialogue et de prise de décision visant à modifier ces politiques".

La résolution poursuivait en déclarant que les Eglises locales devaient avoir accès aux dossiers pour savoir comment est utilisé leur argent. En reconnaissant que cela serait une charge pour le secrétariat si de nombreuses Eglises locales demandaient de telles informations, et du fait que les Eglises locales bénéficiant de moyens limités ne seraient pas en mesure d'analyser correctement les données qui leur seraient communiquées, Jessup se prononçait dans sa résolution en faveur de la création d'un "Comité méthodiste pour une Eglise ouverte" chargé de l'analyse et de l'interprétation des renseignements concernant les dépenses de l'Eglise, ainsi que la communication de ses recherches aux membres de l'Eglise.

Dans la crainte de voir ce comité noyauté par la direction centrale de l'UMC, l'auteur de la résolution a introduit une clause en vertu de laquelle les Eglises sont habilitées à interpréter elles-mêmes les renseignements donnés et à les faire diffuser. C'est pourquoi la résolution autorise le bureau du Comité à demander des fonds et une assistance en personnel à l'IRD, ainsi qu'à d'autres institutions, pour collecter, analyser et diffuser tous renseignements sur les dépenses des agences de l'UMC affectées à des fins politiques.

Commentaire:

Ces cinq projets, qui ne sont qu'une partie du programme de l'IRD constituent un large éventail d'actions. Ils posent bien des problèmes à l'intérieur comme en dehors des Eglises; et ils visent à l'élargissement de l'influence de l'IRD. L'action concernant El Salvador est, pour l'IRD, une prise de position très importante en matière de politique étrangère; elle contribuera, pour le moins, à faire connaître l'Institut aux personnes et aux groupes ayant des points de vue identiques sur ce pays et sur les pays en voie de développement en général. Les propositions de l'Institut concernant Cuba joueront le même rôle; tandis que le projet de recherche du Professeur Krickus sur les catholiques de Lithuanie devrait renforcer l'image de marque intellectuelle de l'IRD. En cas d'approbation par l'Institut, le Séminaire pour le Nord-Ouest devrait faire grandir la crédibilité de l'IRD au sein du clergé, au niveau national, et servir de projet pilote pour de futures conférences ou de futurs séminaires. La participation de l'IRD au Comité pour une Eglise ouverte pourrait aider l'Institut de trois façons au moins. Tout d'abord elle lui donnerait libre accès aux archives de l'UMC et ce, de façon permanente. En deuxième lieu, elle permettrait à l'Institut d'obtenir indirectement des fonds pour ses activités au sein de l'Eglise, en dégagant ainsi de l'argent pour d'autres projets. En troisième lieu, enfin, elle offrirait à l'IRD l'occasion de défendre son point de vue par le biais d'une structure confessionnelle à caractère semi-officiel; une structure qui, en fait, serait un organisme politique indépendant. Si ce comité voyait le jour sous cette forme, l'idée pourrait être reprise, en cas de besoin, par d'autres confessions.

(Traduit de l'américain)

Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441